

folgen des Art. 40 VVG nicht eintreten, weil das « Inventar » vom 14. Oktober 1948 nur vorläufigen Charakter gehabt und der Kläger ja dann im Schadenermittlungsverfahren die frühere Angabe berichtigt habe. Diese Ansicht ist jedoch mit der gesetzlichen Ordnung nicht zu vereinbaren. Art. 40 VVG verpönt jegliche unrichtige Mitteilung zum Zwecke der Täuschung des Versicherers über Tatsachen, die für die Anspruchsbegründung von Belang sind. Er hat zweifellos gerade Mitteilungen im Sinne von Art. 39 VVG im Auge (auf den er denn auch in anderer Hinsicht ausdrücklich hinweist). Ob der Versicherte die betreffenden Angaben auf Anfrage des Versicherers oder von sich aus (eben zur Anspruchsbegründung) macht, ist gleichgültig. Dass der Versicherer es allenfalls nicht bei deren Entgegennahme bewenden lässt, sondern ein Schadenermittlungsverfahren im Sinne von Art. 67 VVG anordnet, enthebt den Anspruchsberechtigten nicht der Verantwortlichkeit für jene frühern Mitteilungen. Die Schadenermittlung gemäss Art. 67 VVG (und Art. 17 ff. der Allgemeinen Versicherungsbedingungen) ist übrigens fakultativ. Ihr Zweck besteht auch gar nicht in der Verwirklichung der Auskunftspflicht (vgl. ROELLI, N. 1 am Ende zu Art. 39 VVG), und man geht dabei in der Regel eben von der Schadensdeklaration des Anspruchsberechtigten und den ihr beigegebenen Mitteilungen aus. Das ist auch im vorliegenden Falle geschehen, wo ja die aus dem « Inventar » vom 14. Oktober 1948 übernommene Zahl 3 eben erst zufolge der neuen Angabe des Klägers anlässlich der Schadenberechnung berichtigt wurde. Damit war die frühere falsche Angabe zwar für die Beklagte unschädlich geworden, aber zugleich offenbar geworden, dass der Kläger sie zu täuschen versucht und die gute Treue gebrochen hatte, die bei der Mitteilung anspruchsbegründender Tatsachen obwalten muss.

5. — Bei dieser Sachlage kann nicht von einer der falschen Angabe auf dem Fusse folgenden Berichtigung gesprochen werden, die allenfalls dem Kläger zugute gehalten

werden könnte. Die Beklagte hat auch nicht auf die sich aus Art. 40 VVG ergebenden Einreden verzichtet. Die Geltendmachung der Anspruchsverwirkung blieb ihr vorbehalten. Nichts Abweichendes folgt daraus, dass das « Einleitungs-Protokoll » vom 25. Oktober 1948 dem Kläger mit vorgedrucktem Text ausdrücklich die Wahrheitspflicht und die Folgen falscher Angaben vor Augen hielt. Damit war nicht ausgesprochen, nun erst stehe er unter der Androhung der Anspruchsverwirkung. Vielmehr blieb es bei den gesetzlichen Folgen der falschen Inventarisierung vom 14. Oktober 1948.

Demnach erkennt das Bundesgericht :

Die Berufung wird gutgeheissen, das Urteil des Obergerichtes des Kantons Aargau vom 4. April 1952 aufgehoben und die Klage abgewiesen.

48. Extrait de l'arrêt de la IIe Cour civile du 10 juillet 1952 dans la cause « La Bâloise », Compagnie d'assurances contre les risques de transport, contre Richard S. A.

Double assurance. Assurance pour compte d'autrui. Art. 16, 17, 53, 71 LCA.

Importance de la question de savoir si celui qui a contracté pour le compte de l'assuré, celui-ci étant déjà assuré contre le même risque, a agi en vertu d'une obligation légale ou contractuelle le liant envers l'assuré ou au contraire de son propre chef, en qualité d'agent d'affaires sans mandat.

Versicherung für fremde Rechnung. Doppelversicherung. Art. 16, 17, 53, 71 VVG.

Nimmt jemand eine Versicherung für einen andern, der für die gleiche Gefahr schon versichert ist, was spielt es dann für eine Rolle, ob er kraft gesetzlicher oder vertraglicher Pflicht gegenüber dem Versicherten so handelt oder aber aus freien Stücken, als Geschäftsführer ohne Auftrag ?

Doppia assicurazione. Assicurazione per conto d'altri (art. 16, 17, 53, 71 LCA).

Importanza della questione di sapere se chi ha concluso un'assicurazione per un terzo già assicurato contro lo stesso rischio abbia agito in virtù d'un' obbligazione legale o contrattuale verso l'assicurato, oppure abbia agito per proprio conto, come gestore d'affari senza mandato.

Résumé des faits :

Richard S.A. a conclu avec « la Bâloise » un contrat d'assurance destinée à la garantir contre les risques de transport d'une marchandise qui devait lui être expédiée d'Amérique. La marchandise s'étant égarée en cours de route, elle a réclamé le paiement de l'indemnité à « la Bâloise » qui a excipé d'une clause des conditions générales de la police (C.G.A.T. 1940) concernant le cas de double assurance. La marchandise en question avait été en effet également assurée contre les mêmes risques par un tiers auprès d'une autre compagnie à l'insu de Richard S.A.

Confirmant le jugement rendu par les premiers juges (la Cour civile du Tribunal cantonal vaudois), le Tribunal fédéral a alloué à la demanderesse ses conclusions.

Extrait des motifs :

3. — Sur le fond, la recourante, faisant état du fait que la marchandise contre la perte de laquelle l'intimée s'était assurée avait été également assurée contre ce même risque par l'American Express auprès de l'Orient Insurance Co., persiste à invoquer l'art. 29 C.G.A.T. pour soutenir que sa responsabilité serait limitée à la somme de 8668 fr. 32 qu'elle offre de payer à l'intimée aux termes de ses conclusions de recours.

L'intimée n'a pas contesté — et avec raison — la validité de la clause N° 29 C.G.A.T. (cf. art. 97 al. 1 et 2 LCA), mais c'est à bon droit qu'elle soutient que cette disposition n'est pas applicable au présent litige. Admettrait-on même que l'assurance conclue par l'American Express auprès de l'Orient Insurance Co. était destinée à couvrir le même risque que celui que couvrirait l'assurance conclue entre les parties, il ne s'ensuivrait pas encore que la recourante fût en droit d'invoquer la susdite clause pour se refuser à verser le montant intégral de la somme assurée. Il ne suffit pas, en effet, pour permettre à l'assureur de se prévaloir de l'art. 71 LCA ou d'une disposition contractuelle telle

que l'art. 29 C.G.A.T., que le preneur d'assurance ait été assuré contre le même risque auprès d'un autre assureur. Lorsque la seconde assurance a été conclue pour le compte d'autrui, ainsi que cela était le cas en l'espèce, il faut en réalité distinguer selon que le preneur d'assurance qui a traité pour le compte d'autrui l'a fait en exécution d'une obligation légale ou contractuelle qui le liait envers l'assuré ou au contraire en qualité de gérant d'affaires sans mandat. Dans le premier cas, autrement dit s'il était juridiquement tenu de contracter pour le compte dudit assuré, celui-ci acquiert sans doute des droits directs contre l'assureur du seul fait de la conclusion du contrat. Dans le second cas, il n'acquiert des droits directs contre l'assureur que s'il ratifie expressément ou tacitement le contrat. Comme le Tribunal fédéral l'a déjà relevé dans un arrêt du 13 mars 1924 (reproduit dans le Recueil des arrêts rendus dans des contestations de droit privé en matière d'assurance, vol. V N° 239), cela découle non seulement des principes généraux sur la représentation (art 32 et suiv. CO) mais également de l'art. 17 LCA (cf. également RÖLLI, art. 16 et 17 rem. 5, p. 255). Aussi bien il serait choquant que celui qui a pris soin de s'assurer lui-même contre un certain risque se vît exposé à perdre les avantages que pouvait lui assurer ce contrat du seul fait qu'un tiers, agissant à son insu, l'aurait également assuré contre le même risque auprès d'un autre assureur en vertu d'une assurance conclue pour le compte d'autrui. Le litige se ramène donc sur ce premier point à la question de savoir si l'intimée a ou non ratifié le contrat conclu pour son compte par l'American Express auprès de l'Orient Insurance Co.

La question ne peut être tranchée que par la négative. L'intimée n'a, à aucun moment, c'est-à-dire ni avant ni après le sinistre, ratifié le contrat expressément ou implicitement. Il convient de rappeler à cet égard que pendant près de deux ans, elle a ignoré jusqu'au nom de l'assureur américain avec lequel l'American Express avait traité. Elle ne l'apprit qu'en août 1948, à la suite de démarches

longues et difficiles qui la mirent en possession d'une simple photocopie du certificat d'assurance et qu'elle n'entreprit d'ailleurs qu'à la condition expresse et acceptée par la recourante que les droits qu'elle tenait du contrat passé avec celle-ci demeureraient réservés. Il est en effet évident que l'intimée, déjà assurée auprès d'une société suisse, n'avait aucun intérêt à ratifier un autre contrat tant que le droit de se mettre au bénéfice de ce contrat lui était contesté par celui-là même qui était censé avoir conclu pour elle. Le seul effet d'une ratification survenue dans ces conditions aurait été de lui faire perdre en bonne partie le bénéfice de l'assurance suisse, réduite à l'état d'assurance subsidiaire et complémentaire en vertu de l'art. 29 C.G.A.T. et de ne lui faire acquérir qu'un droit contesté envers l'American Express au versement de l'indemnité payée à ce dernier, la Cour cantonale ayant en effet constaté, par une interprétation du droit étranger qui lie le Tribunal fédéral, que le tiers assuré ne possède pas de créance directe contre l'assureur américain.

VI. VERFAHREN

PROCÉDURE

49. Urteil der II. Zivilabteilung vom 30. September 1952 i. S. Ulrich gegen Ulrich.

Anspruch auf Ausgleichung bei der Erbteilung (Art. 626 ff. ZGB).
Streitwert (Art. 36 und 46 OG).

Droit au rapport lors du partage de la succession (art. 626 et suiv. CC). Valeur litigieuse (art. 36 et 46 OJ).

Diritto alla collazione in caso di divisione successoria (art. 626 e seg. CC). Valore litigioso (art. 36 e 46 OG).

Bei der Teilung der mütterlichen Erbschaft unter den Brüdern Franz, Alois und Josef Ulrich erhob Franz Anspruch auf eine billige Ausgleichung nach Art. 633 ZGB im

Betrage von Fr. 4500.—. Vom Obergericht des Kantons Nidwalden durch Urteil vom 19. Juni 1952 abgewiesen, hält er mit vorliegender Berufung an das Bundesgericht an diesem Begehren fest.

Das Bundesgericht zieht in Erwägung:

Für sich allein betrachtet, würde der geltend gemachte Ausgleichungsanspruch den nach Art. 46 OG für die Berufung an das Bundesgericht erforderlichen Streitwertbetrag von Fr. 4000.— erreichen. Erbrechtliche Ausgleichungsansprüche nach Art. 626 ff. ZGB haben jedoch nicht selbständige Bedeutung. Sie betreffen nur ein Element der Berechnung der Erbteile, und der wirkliche Streitwert, das Interesse an solcher Ausgleichung, wird durch deren Auswirkung auf die Höhe des Erbteils des Ansprechers bestimmt. Dahin geht denn auch die ständige Rechtsprechung (erwähnt in BGE 65 II 90), eben entsprechend dem Charakter des Ausgleichungsanspruchs als einer bloss die Erbteilung vorbereitenden Feststellung (vgl. F. GUISSAN, im Journal des Tribunaux 1942, droit fédéral, S. 139/40). An dieser Betrachtungsweise ist um so mehr festzuhalten, als die neuere Rechtsprechung das wirtschaftliche Interesse an der Klage noch stärker als die frühere bei der Streitwertbestimmung berücksichtigt (z.B. bei Kollokationsstreitigkeiten, BGE 65 III 30).

Die vom Kläger angebehrte Ausgleichung würde das übrige Teilungsvermögen um den betreffenden Betrag von Fr. 4500.— vermindern. Der Kläger würde also daraus Fr. 1500.— weniger erhalten, als wenn die Ausgleichung unterbleibt. Im Endergebnis würde sich somit sein Erbverhältnis bei Zubilligung eines Ausgleichungsbetrages von Fr. 4500.— nur um Fr. 3000.— erhöhen. Dies ist der wirkliche — für die Berufung ungenügende — Streitwert.

Demnach erkennt das Bundesgericht:

Auf die Berufung wird nicht eingetreten.